

Protéger l'intérêt public des menaces de la privatisation et de la sous-traitance : appel à l'action

2 et 3 décembre 2015, Washington D.C.

Réunion organisée par la Fédération américaine des employé(e)s de l'Etat, des comtés et des municipalités (*American Federation of State, County and Municipal Employees, AFSCME*)

Les services publics de qualité constituent les piliers d'une société démocratique et d'une économie pérenne. Les citoyen(ne)s, les communautés et les entreprises productives doivent pouvoir bénéficier d'un accès équitable aux services essentiels – dont les services d'éducation, d'électricité, d'urgence et de première intervention, environnementaux, de soins de santé, d'eau propre et d'assainissement –, et doivent également pouvoir compter sur des infrastructures sûres et abordables en vue de bâtir les économies durables du XXI^e siècle.

Les travailleurs/euses des services publics améliorent la qualité de vie dans nos pays – sans eux/elles, nos quartiers seraient moins sûrs et nos familles bénéficieraient d'un accès plus limité aux services essentiels en période de crise économique. De la protection de nos enfants au revêtement de nos routes, en passant par les premiers secours en cas de catastrophe, les travailleurs/euses des services publics constituent les fondations mêmes du gouvernement au service de tou(te)s les citoyen(ne)s¹.

Lee Saunders, Président de l'AFSCME

Depuis l'éclatement de la crise financière mondiale de 2008, les autorités locales et nationales n'ont pas ménagé leurs efforts afin d'offrir des services de qualité, dans un contexte de récession et de revenus en baisse. Bien trop souvent, les décideurs politiques et les responsables des marchés publics ont recours à des programmes de privatisation et de sous-traitance douteux, qui précipitent une course au nivellement par le bas. A l'heure actuelle, les dirigeants des entreprises usent de leur influence politique en vue d'obtenir des contrats publics qui leur procurent certes davantage de bénéfices, mais viennent également dégrader les services publics et remplacer des emplois de classe moyenne dans le secteur public par des postes dont le salaire frôle le seuil de pauvreté pour les travailleurs/euses sous-traitant(e)s. Les menaces de la privatisation et de la sous-traitance mettent à mal la démocratie et le développement économique en creusant les inégalités sur le plan économique.

Aux quatre coins du monde, les autorités locales et nationales continuent de mettre en œuvre des politiques d'austérité fiscale, alors qu'elles font face à d'importants déficits d'infrastructures et à un creusement des inégalités économiques. Les responsables financiers, les sociétés de conseil et les défenseurs de la privatisation saisissent cette opportunité pour convaincre les gouvernements d'intensifier la privatisation – pourtant source de menaces – et de se tourner vers les partenariats public-privé (PPP) en vue d'attirer de juteux capitaux privés. Ces stratégies transfèrent le contrôle opérationnel des

¹ Lee Saunders « Déclaration de Lee Saunders, Président de l'AFSCME, à l'occasion de la Semaine pour la reconnaissance des services publics ». Disponible à l'adresse suivante : <http://www.afscme.org/news/pressroom/press-releases/2014/afscme-pres-lee-saunders-on-public-service-recognition-week>

mains des autorités démocratiquement élues vers celles des entreprises privées. Ils dépouillent la démocratie de sa fonction essentielle de contrôle, tout en privant les contribuables de leur droit de propriété sur les biens publics. L'expérience nous a révélé que, pour le grand public, ces programmes de privatisation se traduisaient inévitablement par une hausse des dépenses, pour des services de moindre qualité².

A l'heure actuelle, les organisations gouvernementales internationales et les gouvernements nationaux se retrouvent confrontés à une liste croissante de défis mondiaux, allant du redressement économique aux inégalités, en passant par le changement climatique – autant de défis qui ne pourront être relevés sans un secteur public dynamique et doté de toutes les ressources nécessaires, en vue de soutenir un développement économique durable. Les menaces de la privatisation mettent à mal la capacité de chacun(e) à relever les défis du XXI^e siècle.

« Nous devons revenir à une alternative publique à la privatisation, dans laquelle les gouvernements nationaux comme locaux poursuivent le développement des infrastructures, en recourant au financement public pour soutenir les investissements nécessaires, ainsi qu'en confiant la fourniture du service aux organisations du secteur public. Cette stratégie nous offre une plus grande flexibilité, un meilleur contrôle et une efficacité accrue par rapport à l'autre modèle – du fait de la réduction des coûts transactionnels et de l'incertitude des contrats, mais aussi des économies d'échelle – ainsi que des gains en termes d'efficacité émanant d'une responsabilité plus démocratique. »³

Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de l'Internationale des Services Publics

Nous devons nous montrer uni(e)s pour partager nos expériences et apprendre les un(e)s des autres en élaborant des stratégies collectives à l'échelle mondiale et nationale, qui défendent les travailleurs/euses du secteur public contre les attaques politiques perpétrées par les grands gagnants de ces programmes de privatisation au goût amer. Nous sommes prêt(e)s à travailler main dans la main avec nos alliés et nos partenaires de la société civile, en vue de faire renaître la démocratie, de défendre l'intérêt public et de garantir des services publics de qualité pour tou(te)s les citoyen(ne)s.

² Hall, David « Partenariats public-privé (PPP) : Les raisons de leur inefficacité. Les multiples avantages de l'alternative publique »

Unité de recherche de l'Internationale des Services Publics (PSIRU) Février 2015. Disponible à l'adresse suivante : http://www.worldpsi.org/sites/default/files/documents/research/rapport_eng_56pages_a4_lr_0.pdf

³ Rosa Pavanelli « La privatisation est un échec. Elle ne doit pas être officiellement cautionnée par les Nations Unies. » (*Privatisation has failed. It must not become official UN policy*) The Guardian. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.theguardian.com/public-leaders-network/2015/mar/18/privatisation-failed-official-un-policy>.